

# Une société est jugée sur la manière dont elle traite les jeunes et les personnes âgées



Dans la manifestation à Lyon, le 30 janvier.

● **Ehpad :  
grève massive  
avec les organisations**

Pages 2 et 3

● **Bouillonnement  
contre la réforme  
du bac**

Page 4

## L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE



Dans la manifestation le 24 janvier 2018 à Porto Alegre.



Élie Domota, lors du dernier congrès de l'UGTG.

**BRÉSIL**  
**Le choc en cours s'aggrave**

Page 13

**GUADELOUPE**  
**La répression contre l'UGTG**

Page 13

## Une société...

Marguerite Leuwen

On peut juger du degré de civilisation d'une société à la manière dont elle traite ses jeunes et ses personnes âgées.

Dans le cas des Ehpad, au-delà du mouvement des personnels soutenus par une unité syndicale sans précédent, avec le soutien appuyé des directeurs des Ehpad, des familles, cela exprime une véritable révolte contre cette société capitaliste et la manière dont elle agit avec les personnes âgées dans des maisons de retraite qui, faute de moyens et de personnels, deviennent de véritables mouiroirs. Signe des temps, le gouvernement engage au même moment la « réforme » des retraites pour porter un coup majeur à tout le système de retraite actuel. Déjà les précédentes contre-réformes de la gauche et de la droite ont paupérisé et précarisé des millions de retraités. Les enfants sont soumis aux multiples contre-réformes à l'école, détruisant la qualification et les diplômes nationaux pour les livrer à la précarité, faisant d'eux une masse taillable et corvéable à merci pour les patrons.

C'est une offensive générale, globale contre tous, actifs, chômeurs, retraités, jeunes, c'est une volonté de liquider tout ce qui a été acquis par des décennies de lutte de classe, notamment en 1936 et 1945, pour protéger et soigner la population laborieuse. Toutes ces mesures n'ont qu'un but, défendre les intérêts du capital financier et ses profits. Pour ce faire, il faut détruire toutes les règles qui protègent les travailleurs et la jeunesse, qui assurent le droit à la santé, à l'instruction, à la retraite. Tout ce qui a été acquis en termes d'instruction, en termes d'espérance de vie, grâce à la Sécurité sociale et à l'hôpital public, devrait disparaître. En 1910, la classe ouvrière avec la CGT fondée quinze ans plus tôt combat pour le droit à la retraite et dénonce le projet du gouvernement qui, entre autres, prévoit le départ à la retraite à 65 ans. C'est une provocation supplémentaire car, à cette époque, aucun travailleur n'atteint cet âge : faute de droits et de règles, ils sont terrassés par la dureté de l'exploitation capitaliste. La CGT mène alors campagne contre « les retraites pour les morts ».

Le recul du gouvernement sera le début d'un long processus aboutissant au système actuel de la retraite. Aujourd'hui sourd une colère, une exaspération dont les mouvements des personnels pénitentiaires et ceux des personnels des Ehpad sont une expression. Comme le souligne le journal *Les Échos* : « Éteindre l'incendie sans donner le top départ à des revendications salariales et statutaires en chaîne (...). Tout un art » (30 janvier).



Cortèges de manifestants en grève dans toute la France, le 30 janvier 2018.

### 30 janvier 2018 : grève des Ehpad

# « Des milliards ont été détournés au détriment des personnes âgées depuis des années » (le président de l'association des directeurs d'Ehpad)

Ce 30 janvier, une grève sans précédent est appelée dans toutes les maisons de retraite médicalisées (appelées établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes ou Ehpad), dans l'unité, par les syndicats CGT, FO, CFDT, SUD, Unsa, CFTC, CFE-CGC, avec l'association des directeurs d'établissement, l'AD-PA. Les organisations confédérales de retraités les soutiennent. Rassemblements et manifestations sont organisés dans plusieurs villes en province et, à Paris, devant le ministère de la Santé. Cela fait des mois qu'ils alertent les pouvoirs publics sur les conditions de travail insupportables des personnels et sur l'indignité révoltante des conditions d'accueil des résidents, alors que des tarifs exorbitants (pouvant dépasser 3 000 ou 4 000 euros par mois) sont facturés à ces derniers. Ces organisations ont exigé d'être reçues par Emmanuel Macron et la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. Lors de la conférence de presse qu'elles ont organisée ensemble le 25 janvier, elles ont martelé

leur exigence de voir retirer la réforme du financement, votée sous le précédent gouvernement, qui va diminuer davantage encore les ressources de nombreux établissements publics au profit de quelques établissements privés. Elles demandent également que le taux d'encadrement en personnel, totalement indigent, soit augmenté à raison d'un agent ou salarié par résident. Toutes ces organisations se sont indignées des dernières annonces de la ministre qui ignore ces revendications vitales. Et elles ont appris ensuite que la présidence de la République ne les recevrait même pas !

La situation est explosive. À l'image de cet établissement de l'Oise, où la directrice, rapporte un syndicaliste lors de la conférence de presse, « met en grève son établissement, fait signer une pétition aux familles lors de sa cérémonie de vœux et considère qu'il faut faire comme les gardiens de prison »...

Les organisations syndicales ont fait savoir qu'elles se réuniront à nouveau le 31 janvier pour tirer le bilan de la grève et décider des suites.

Y. L. ■

### « Investissez dans un Ehpad, c'est très rentable ! »

Alors que les bons sentiments officiels pleuvent sur le sort des résidents des maisons médicalisées (Ehpad), le site [reductionfiscale.com](http://reductionfiscale.com), dans une campagne de publicité, propose d'y « investir » en achetant des parts auprès de promoteurs privés. Oui, les Ehpad, ça peut rapporter gros !

« La rentabilité sur le placement est très intéressante, elle se situe entre 4,5 % et 5 % par an... C'est un marché porteur et en forte demande qui ne connaît pas la crise. » Et de promettre une défiscalisation « sur une durée minimum de neuf ans ». Cerise sur le gâteau : « Vous récupérez la TVA, environ 20 % de la valeur mobilière et immobilière. »

### LU DANS LA PRESSE

**« Il peut se passer quelque chose qui montrera que le roi est nu »**

Depuis quelques jours, un même constat s'étale dans les journaux.

« Dans les hôpitaux et les Ehpad, la "Cocote minute" monte en pression », titre le journal financier *Les Échos* (29 janvier) ; « Macron confronté à une multitude de foyers de grogne » titre *Le Figaro* (30 janvier) ; « Macron contraint de déminer plusieurs fronts », lance le journal *Le Monde*, scrutant les prisons, les maisons de retraite, les hôpitaux, les lycées et les universités... « Autant de bombes à retardement potentielles pour le gouvernement », ajoute *Le Monde*, qui cite le « scénario pessimiste » d'un conseiller de Macron : « Il peut se passer quelque chose de la base qui montrera que le roi est nu (...) » ■

30 janvier 2018 : grève des Ehpad

## « Nous ne supportons plus le double discours permanent des pouvoirs publics ! »

Pascal Champvert, président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), qui regroupe les directeurs d'Ehpad et de services d'aide à domicile, était présent aux côtés des organisations syndicales, lors de la conférence de presse du 25 janvier. Il s'en est expliqué en dressant un réquisitoire virulent à l'encontre du gouvernement.

“ C'est une première que l'association des directeurs se retrouve avec l'ensemble des organisations syndicales de salariés pour soutenir une démarche de grève (...).

Ce que les directeurs aujourd'hui ne supportent plus, c'est le double discours permanent des pouvoirs publics. Que nous disent-ils à nous, directeurs, quand les représentants des salariés ou des familles ne sont pas là ? "Il va falloir que vous expliquiez aux salariés et aux familles qu'une réforme qui vise à diminuer le nombre de professionnels dans un certain nombre d'établissements est une réforme juste." Et nous, nous disons, en tant que directeurs, que nous ne pouvons pas faire cela.

L'État a fait une étude qui établit qu'une heure d'aide à domicile revient à 24 euros. Mais ensuite, on dit aux directeurs de service d'aide à domicile : "Il faudra vous débrouiller avec les moyens que vous avez !" Et aujourd'hui, la plupart des départements tarifient au dessous de 21 euros. Donc quand l'État dit qu'il faudrait tarifier 24 euros de l'heure, l'État laisse les départements au dessous de 21 euros, et après on explique que s'il y a des difficultés, c'est que les salariés ne sont pas assez impliqués ou que les directeurs font mal leur travail, alors que c'est précisément l'inverse, ils s'épuisent à la tâche (...). Et ce qui est insupportable, c'est que ce sont des



Pascal Champvert.

**« Ce que les directeurs ne peuvent pas accepter, c'est que M<sup>me</sup> Buzyn dise : "Je rajoute 50 millions." Alors que ce même gouvernement a détourné 100 millions à la fin de l'année 2017 des crédits de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. »**

femmes en très grande majorité, les pouvoirs publics profitent de cela. Ce que les directeurs ne peuvent pas accepter, c'est que M<sup>me</sup> Buzyn dise, parce qu'elle sait qu'il va y avoir ce mouvement de grève : "Je rajoute 50 millions." Alors que ce même gouvernement a détourné 100 millions à la fin de l'année 2017 des crédits de la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie). Donc elle ne nous rend même pas

l'ensemble de ce qui a été détourné ! S'il n'y avait que le gouvernement de M. Macron qui faisait cela... Ce sont des milliards qui ont été détournés au détriment des personnes âgées depuis des années. Je suis depuis 2004 au conseil de la CNSA, je suis en mesure de le dire.

Alors, nous demandons des excuses à M<sup>me</sup> Buzyn, nous demandons qu'elle les présente à l'ensemble des directeurs de France qui ont été profondément blessés quand elle a dit que s'il y avait des problèmes dans les établissements et les services d'aide à domicile, c'est parce que le management des directeurs n'était pas à la hauteur. C'est profondément injurieux. Nous demandons, comme nos collègues, la suppression des décrets de 2016 qui visent à diminuer les moyens dans certains établissements. Et puis, au-delà (...), nous demandons que soit engagées des discussions sur un vrai financement de l'aide aux personnes âgées (...), pour augmenter le temps passé auprès des personnes âgées en établissement et à domicile, c'est-à-dire créer des centaines de milliers d'emplois (...) et augmenter les salaires dans l'aide à domicile. Il est quand même injurieux que l'an dernier, l'État ait refusé une augmentation des salaires des personnels de 0,44 %. Vous avez bien entendu !

Il faudra enfin faire baisser le prix exorbitant payé par les personnes âgées et leurs familles, en établissements, et, de plus en plus, dans l'aide à domicile. ■



Conférence de presse le 25 janvier.

### « Aide aux personnes âgées : l'insoutenable mépris de l'État »

Communiqué CGT, FO, CFTD, CFTC, SUD, Unsa et des directeurs de l'AD-PA

**L'étranglement financier à l'œuvre depuis des années dans ce secteur, en établissement et à domicile, est tel qu'aujourd'hui ce dispositif est en situation de rupture.**

L'État ne semble pas prendre la mesure réelle de la situation. Les syndicats de salarié-es (CFTD, CFTC, CGC, CGT, FO, SUD, Unsa) de la santé, du social, des services publics et de retraités, appellent à l'action par la grève le 30 janvier 2018 dans une totale unité. Ils sont soutenus par l'AD-PA, les organisations de retraités et les familles. On peut dire que cette unité au-delà des organisations syndicales est inédite.

D'autres organisations, comités de défense, collectifs d'usager-es, collectifs santé, appellent aussi à soutenir le mouvement et être présents lors des mobilisations (...).

À la veille d'une journée de grève nationale à laquelle les professionnels d'établissements et services à domicile répondront massivement, parce qu'ils n'en peuvent plus, le rendez-vous qui nous avait été initialement proposé par le cabinet de l'Élysée vient d'être annulé.

Par ailleurs, la ministre de la Santé semble ne pas pouvoir recevoir nos huit organisations. Pour l'intersyndicale et les directeurs, il est inadmissible de ne pas prendre en compte la souffrance au quotidien que subissent professionnel-les, et par là même personnes âgées et familles, des dispositifs d'accompagnement, à domi-

cile ou en établissements. C'est mépriser et rompre le dialogue, c'est pourquoi l'intersyndicale et l'AD-PA réitèrent leur demande d'être reçues par le président de la République, le Premier ministre et la ministre des Solidarités et de la Santé. Ce sont des décisions politiques qui sont indispensables.

L'heure n'est pas à culpabiliser ou individualiser, à renvoyer chaque établissement ou service à une évaluation, qui par ailleurs existe déjà. Nous avons entendu, parmi bien d'autres propos que nous ne partageons pas sur la réalité de la situation des structures, que M<sup>me</sup> Buzyn déclare néanmoins que « l'objectif est l'augmentation des postes pour tendre progressivement vers ce fameux ratio de un pour un, que nous ne pouvons atteindre aujourd'hui pour des raisons structurelles et budgétaires ».

C'est cela, le cœur de ce que nous voulons discuter précisément. Il est donc logique et naturel de le discuter avec les responsables de l'État, en premier lieu le président de la République, ainsi qu'avec ceux qui peuvent décider des orientations budgétaires.

L'heure est à la prise en compte politique et financière, à l'ouverture de négociations sur la base des revendications portées par le mouvement.

Il est de la responsabilité de l'État d'entendre ce qu'expriment personnes âgées, familles et professionnels, sur cette urgence sociale.

Paris, le 28 janvier 2018 ■

ÉDITORIAL

## Face à la lutte des classes, le vieux spectre de l'association capital-travail

Maryse Launais, membre du bureau national du POI

Davos, 24 janvier. Au forum des milliardaires et des puissants du monde entier, la CSI (Confédération syndicale internationale) par la voix de sa secrétaire générale, Sharan Burrow, a appelé à « changer les règles de la mondialisation », en soulignant « l'urgence ». « Nous devons nous asseoir et négocier un nouveau contrat social », a-t-elle déclamé.

La suite est édifiante. Après les larmes de crocodile, la CSI n'a dit mot à la puissance financière de l'urgence et de l'exigence du maintien de toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques, fondements de la civilisation, du maintien des statuts, de l'augmentation générale des salaires et des retraites, de l'arrêt complet des licenciements, de la défense de la Sécurité sociale de 1945 pour notre pays ! Pas un mot !... Le programme de la CSI : *s'asseoir et négocier*, en deux mots : accompagner la mondialisation pour enrichir encore plus les multinationales, les actionnaires et ressusciter le vieux spectre de l'association capital-travail !

30 janvier, événement historique ! Dans tout le pays : lutte de classe et solidarité ouvrière inter-générationnelles, avec la grève nationale des travailleurs des maisons de retraite et des Ehpad (publics et privés) soutenus par tous les syndicats.

Quelques mots tirés d'un tract syndical : « Pour que nos anciens, nos parents, nos grands-parents (et eux-mêmes quand ils en auront besoin) bénéficient de conditions décentes et satisfaisantes dans ces établissements. »

La France, 4<sup>e</sup> puissance économique mondiale, laisse de côté ses aînés !

730 000 retraités sont en Ehpad, soit 7 % de la population en France ! Il faudrait 200 000 places dans les douze prochaines années ! Des sommes astronomiques à sortir de la poche des résidents, chaque mois, pour être accueillis dans ces établissements !

En 1945, la Sécurité sociale avait été créée pour la protection de la naissance à la vieillesse.

Au nom de la mondialisation, des profits capitalistes, tous les gouvernements, et celui de Macron n'y déroge pas, se sont attelés à porter des coups à cette institution ouvrière.

Dans le libre débat qui nous anime entre militants ouvriers, il nous faut aborder, à mon avis, cette question fondamentale : la remise en cause de tous les acquis de 36-45 nous mène tout droit à un autre modèle social, voulu par les patrons, la finance, l'Union européenne et le concours zélé de quelques autres !

L'objectif est clair : tenter de substituer à la lutte de classe l'association capital-travail pour exploiter sans limites, sans vergogne, les travailleurs.

Tous les mouvements actuels (gardiens de prisons, enseignants, territoriaux, cheminots) le démontrent : les travailleurs de ce pays refusent cette politique, incarnée aujourd'hui par Macron, et la combattent alors même que la perspective d'y aller tous ensemble semble pour le moment difficile.

Tous, y compris les élus communaux qui résistent contre la remise en cause de la République des 36 000 communes et de la laïcité.

Transformer des rapports collectifs en rapports individuels face aux patrons, transformer la protection sociale collective en assurance privée, transformer la République une et indivisible en morceaux juteux pour la grande finance ! Personne n'en veut !